

Lettre électronique du Centre de ressources Politique de la ville

36, bd Amilcar CABRAL, Imm. La Varangue, 97200 FDF.

BP 7222, 97277 Schoelcher cedex,

Pour publier un article sur des projets et actions de développement social urbain :

Tél : 0596 686452, Fax 0596 589628 contact@villecaraibe.com



Sommaire

Page 1 Actualités du Centre de ressources et rendez vous

Page 2 Appels à projet

Page 3 Revue de Presse

Pages 5 Présentation d'acteurs

Restitution de l'étude sur la Médiation sociale en Martinique –Etat des lieux et perspectives :

Le Centre de ressources ville caraïbe et ses partenaires, ont le plaisir de vous inviter à la restitution de l'étude sur la médiation sociale : état des lieux et perspectives qui se déroulera le **mercredi 14 avril 2010 de 9h à 12h30 au Palais des Congrès de Madiana, Salon Taïnos.**

Pour participer vous devez vous inscrire par fax au 0596 58 96 28 ou email : contact@villecaraibe.com

Nous vous invitons à prendre connaissance de cette étude sur le site Internet du Centre de ressources : www.villecaraibe.com (rubrique

actualités ou médiation dans documentation : [Cliquez ici](#))

PREMIER ATELIER FORMATIF SUR L' EVALUATION DES CUCS ET L'ELABORATION DES PROJETS DE COHESION SOCIALE ET URBAINE

Le Centre de ressources ville caraïbe organise en partenariat avec le CNFPT le **08 et 09 avril 2010** de 8h à 17h un premier Atelier formatif sur l'évaluation des Contrats Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) dans lequel participeront surtout les équipes mais aussi les partenaires et opérateurs ciblés des CUCS. Cette démarche d'accompagnement et de formation action se fera en continu jusqu'en Novembre dans la perspective des prochaines contractualisations. Pour en savoir plus : contact@villecaraibe.com

A NOTER

*Programme du colloque international de l'ARACT

Programme du colloque international que l'ARACT organise en partenariat avec le réseau universitaire REDFORD et l'UAG sur le thème

"Quelle intégration du développement durable dans les politiques et les pratiques en matière d'éducation, de formation et de travail ?"

Ce colloque se tiendra au Palais des Congrès de Madiana les 7 et 8 avril 2010.

Voir le programme :

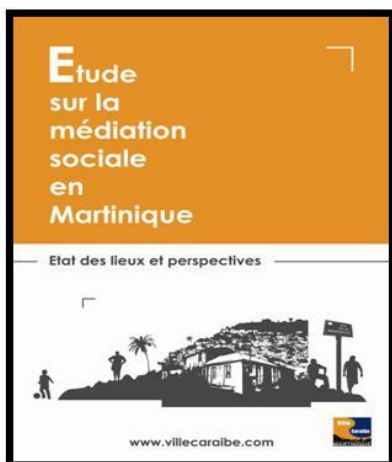


*Dans le cadre de son trentième anniversaire, **l'AMAASS**, Association Martiniquaise des Assistantes et Assistantes de Service Social organise un séminaire intitulé : **l'évaluation vers une nouvelle approche de l'intervention sociale et éducative !**

du **lundi 12 au vendredi 15 avril 2010.**(CAT de Rivière l'or)
Contact : JC CAROLINA : 0696 262941

*Télécharger

- l'annuaire des acteurs de la Politique de la ville : [cliquez ici](#)
-le Guide de présentation des dispositifs de la Politique de la ville : [Cliquez ici](#)



APPELS A PROJET

- Appel à projet Médiation vers et dans l'emploi (Fondation de France)

Date limite de réception des dossiers : 3 mai 2010

Télécharger l'appel à projet au format pdf :



Lancement de l'appel à projets du CUCS du Lamentin 2010

(remise des projets avant le 31 Mars 2010)

Pour en savoir plus, consultez la page dédiée du site internet de la ville du Lamentin : [cliquez ici](#)

Téléchargez:

- La fiche bilan



- La fiche projet



- L'appel à projet



REVUE DE PRESSE ET ACTUS

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

FIPD : Suite à une réunion interministérielle qui s'est tenue à Matignon le 15 février dernier, le Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) va recevoir, en 2010, 13 millions de plus sur l'enveloppe de 36,1 millions d'euros dernièrement votée par le Parlement, soit un total de 49,1 millions d'euros. Cette somme servira aux projets "dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée à des associations", elle permettra de maintenir l'emploi d'intervenants sociaux, de référents "violences conjugales" et d'aide aux victimes. L'enveloppe consacrée aux actions des collectivités, elle, ne bouge pas, elle est de 6,1 millions d'euros. La vidéoprotection reste la grande bénéficiaire des crédits du FIPD avec 30 millions d'euros. D'autres projets sont en cours d'instruction dans les préfetures. Pour chacun d'eux, l'Etat, par l'intermédiaire des préfets, peut apporter une contribution allant de 20 à 50% de l'investissement total. Pour les études préalables, un montant forfaitaire ne dépassant pas 15.000 euros peut être accordé. Quant au raccordement des centres de supervisions urbains aux services de police et de gendarmerie, il est intégralement pris en charge "Chaque jour, des communes de toutes tailles et de toutes tendances politiques, font connaître leur intention de déposer des dossiers", assure toutefois le ministère de l'Intérieur, qui peut également compter sur les dernières facilités apportées par la Loppsi 2. Le FIPD devra également soutenir les orientations du plan national de prévention de la délinquance présenté par le Premier ministre en octobre dernier pour équiper bailleurs, commerces, transports...

Un bilan d'étape de l'utilisation du FIPD aura lieu en juillet prochain.

Source : LOCALTIS mars 2010

Pour consulter la circulaire d'orientations pour l'utilisation des crédits du FIPD pour l'année 2010 :

LAMENTIN. La Simar et la mairie œuvrent avec le conseil local de sécurité. Des jeunes résidant à la cité Guimauve à Palmiste ont bloqué les accès de la cité pour exprimer leur mécontentement suite à une descente de police intervenue dans le quartier la veille. Selon la mairie, un local construit par les jeunes et leur servant de lieu de rencontre aurait été démoli, d'où cette action de protestation. Pour éviter que les choses ne prennent davantage d'ampleur, le maire, Pierre Samot, s'est rendu en personne dans la cité, mercredi, pour faire un état des lieux. Sa démarche semble avoir porté ses fruits puisque les discussions ont été constructives : le maire a décidé avec le bailleur (la Simar) de chercher un local qui servirait de point de rencontre aux jeunes. Cette initiative sera accompagnée de la constitution d'une association dont les jeunes seraient membres, vu que légalement ce genre de mise à disposition ne s'effectue qu'entre bailleur et personne morale. La rencontre entre les parties s'est effectuée hier.

Dans un second temps, une rencontre est normalement prévue entre la nouvelle association, la ville et les responsables du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) en vue d'élaborer un programme d'activités à l'attention des jeunes. Actions qui pourraient se dérouler justement dans le local mis à disposition.

Le rêve brisé d'une militante. A Four-à-Chaux, après 15 ans de combat dans la vie associative pour changer la mauvaise image qui colle à son quartier Four-à-Chaux, avec l'aide de son association « Coup de pouce » et au bout de tant d'années de lutte contre la drogue et les nuisances de toutes sortes ; Olivia Michalon, 41 ans, n'en peut plus car la « La cause est perdue » selon elle. Four-à-Chaux qui était devenu le symbole de la réussite de la politique de la ville en Martinique retombe depuis quelques années dans l'indifférence. « Il n'y a plus de lien de solidarité ici, le bruit et la

délinquance sont de retour » déplore-t-elle. Elle lance une alerte à destination des élus. « Ils savent que nous sommes dans le rouge depuis longtemps ». La page de la vie associative dit-elle, est définitivement tournée pour elle.

PARENTALITE : Deuxième édition du soutien à la parentalité à Fort-de-France



Après un lancement réussi en décembre 2009, le projet « soutien à la fonction parentale » initié par l'école primaire de Kerlys, conjointement avec l'association la Joujoutek présidée par Martine Victor, revient de façon cyclique avec des professionnels de la santé, de la nutrition, de l'éducation et du jeu. Pour cette deuxième édition, **il était question d'approfondir en pratique et en conseils les outils simples de lutte contre l'échec scolaire.**

ET AUSSI....

- **Le relais-famille** est une jeune association qui a vu le jour en mai 2008. Basée quartier Bezaudin à Sainte-Marie, elle a deux objectifs principaux : accompagner les jeunes parents et leur entourage et favoriser le développement de l'enfant et son épanouissement, avec des partenaires œuvrant pour la plupart dans le milieu social, médical et artistique. Depuis le mois de février 2010, le relai-famille a mis en place une permanence, le lundi et vendredi de 8h à 13h, dans un local face au ollège du Morne des Esses.

- Contact : 0696 02 87 12

- E-mail : relai.famille@hotmail.fr web : <http://relai.famille.over-blog.com>

- **Un « café-parent » itinérant a été créé** à l'initiative du **centre communal d'actions sociales de Schœlcher**. A la demande des associations et des comités de quartier, des rencontres sont organisées avec des spécialistes pour permettre aux pères et mères de familles d'échanger et de partager leurs expériences. C'est dans cette optique que **l'association Passerelle, qui assure l'accompagnement scolaire** pour les enfants de Fond Lahayé et des quartiers environnants, a accueilli la semaine dernière, un « Bokantaj pawol » autour de l'adolescence. Pour encadrer le débat, **le psychologue Marc-Antoine Mariaye, de l'Association pour l'épanouissement et le développement de la personne (AEDP)** avait fait le déplacement.

- Mercredi 14 avril au LCR de la résidence Ozanam avec l'AJLO.

- Mercredi 21 avril à l'école de Plateau-Fofo avec l'association Form'Action Caraïbe.

- Contact CCAS : 0596.72.76.03.

- **La question des violences familiales était au cœur du 10e séminaire de l'école des parents et des éducateurs de la Martinique organisé les 25 et 26 mars derniers, à Saint-Joseph, par l'Amdor.**

Les violences familiales sont fréquentes, elles concernent toutes les couches sociales et revêtent parfois un caractère d'extrême gravité. Aujourd'hui, ces situations sont beaucoup mieux prises en compte que par le passé grâce à des modifications législatives, à une sensibilisation des parquets et des services de police, et au travail très important des associations de femmes victimes de violences. Cependant, de tels actes restent par leur ampleur l'un des problèmes les plus préoccupants de notre société. Une rencontre aux dimensions internationales puisque des chercheurs de l'université des Antilles et de la Guyane mais également de l'université de Laval au Canada ont pu présenter leurs travaux sur le sujet. Sont aussi intervenus des psychanalystes, des sociologues, des anthropologues, des militantes féministes, ainsi que des témoins de violences venus de la Martinique, de la Dominique (une avocate) et de la Barbade. Dans le public, étaient présents Claire Tunorfé, conseillère générale, des représentants d'organismes tels que la Caf, et de nombreux professionnels du travail social.

Source : France-Antilles Martinique mars 2010

LOGEMENT

- **TROIS-ÎLETS**. Dans le cadre de la politique d'amélioration du logement des administrés de la ville des Trois-Îlets, s'est tenue une rencontre entre le maire, Arnaud René-Corail, et le président du PACT Martinique, Marcel Maurice. Rappelons que le PACT est le premier réseau associatif national au service des personnes et de leur logement et qu'il œuvre pour l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie.

Cette rencontre avait pour objet la signature d'une convention entre les deux partenaires, concernant la mise en place d'une mission de diagnostic technique de 200 logements sur le territoire de la commune. La priorité sera donnée aux quartiers Citron et Desgrottes où se situent les premiers LES (Logements Sociaux Évolutifs) construits dans les années quatre-vingt.

Un audit devrait se dérouler jusqu'au 31 décembre 2010 avec une personne référente à la mairie, chargée d'accueillir les habitants concernés, deux fois par semaine.

- Un décret du 11 mars 2010 précise les modalités de l'obligation d'hébergement de la loi Molle (loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion).

Pour le consulter Référence : décret 2010-255 du 11 mars 2010 (relatif aux modalités de détermination du nombre de places d'hébergement à atteindre par les communes et au dispositif de la veille sociale (Journal officiel du 13 mars 2010).

- Sensibilisation aux gestes de premiers secours : Il y a quelques jours s'est déroulée à l'hôtel de ville, la remise du certificat de prévention et secours civiques de niveau 1 à une trentaine de jeunes, ceci dans le **cadre du contrat éducatif local pour les jeunes**. La direction de la santé et du développement social (DSDS) participe financièrement à ce projet, tandis que l'Union Départementale des Sapeurs Pompiers apporte son savoir pour la formation des candidats. Une autre initiative s'est déroulée à l'école élémentaire Théodore Burnet, à Fort-de-France avec les élèves du CE1 au CM2 qui ont reçu une information sur les conduites à tenir en cas de séisme. Encadrés par la directrice Geneviève Dô et Maurice Ferné, responsable de la Sécurité civile à la mairie, de même que France-Lyne Viviers, chef de service.

ET AUSSI.... L'association Eco-services en partenariat avec le service des actions de sécurité du conseil général, à organisé une matinée de sensibilisation et d'information dans le but de prévenir le plus grand nombre des dangers et conséquences des séismes et de préparer le public à affronter un tel évènement.

MAIS AUSSI... la municipalité du Gros-Morne avec la participation de la DIREN, a convié le **vendredi 26 mars 2010**, la population à une réunion d'information sur les risques sismiques dans les locaux de l'ex-Cada.

Reste maintenant à mettre en place une association afin de regrouper tous les secouristes pour partager les connaissances, des séances de recyclage et surtout pour être opérationnel. C'est le projet qui doit voir le jour dans les mois qui viennent.

Le CUCS du Lamentin positionne également dans son appel à projet 2010 la gestion des risques naturels et les principes du développement durable comme critères de qualification.

ATELIER CHANTIER INSERTION



Depuis plusieurs semaines, se déroule sur le territoire de Schoelcher un **atelier chantier d'insertion portant sur « l'Entretien et Valorisation des Ravines »**. Cette opération de mise en valeur du patrimoine naturel qui contribue aussi à sortir des concitoyens d'une situation d'isolement et de précarité est conduite par la direction de la cohésion sociale de cette ville, par le biais notamment du Centre communal d'action sociale.

Âgés de 20 à 42 ans, les participants sont bénéficiaires du RMI (7), et sont originaires de Schœlcher, Fort-de-France et Lamentin. Lors de l'inauguration du chantier, ils ont chacun obtenu le soutien d'un

parrain ou d'une marraine qui s'engage à les accompagner tout au long de leur parcours.

Ainsi l'encadrement des bénéficiaires est assuré par l'association CAID qui jouit d'une bonne expérience en la matière. Tout au long de leur cheminement, des formations sont dispensées aux participants par des organismes spécialisés tel que le CFPPA du Robert pour la formation aux premiers secours. D'autres partenaires, tels C'NOTE et l'ADEICEM apporte chacun à leur niveau, leur soutien au bon déroulement de l'opération.

Le coût global du chantier s'élève à 393 524 euros et est financé à 26% (102 152 euros) par la ville de Schoelcher, le reste par l'État, l'Europe, le Conseil général, la Cacem.

PRESENTATION D'UN ACTEUR DE L'INCLUSION SOCIALE



FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) est un acteur incontournable de l'inclusion sociale, en lien avec les politiques publiques et le monde économique. Elle prône un modèle durable qui lie de manière interdépendante la stratégie des entreprises, la politique de l'emploi et les actions sociales.

Organisée en réseau de clubs locaux et de structures de médiation sociale, FACE apporte à ses partenaires des outils concrets afin de les accompagner dans une démarche pragmatique de développement socialement responsable

Directrice du Club d'Entreprises FACE Martinique

Sonia MAZNA

Tel: 0596 72 0 03

Port: 0696 445 597 (portable général FACE)

s.mazna@fondationface.org

FACE = Fondation Agir Contre l'Exclusion
Professionnelle

site national: www.fondationface.org

Présente du Club FACE Martinique: Valérie PAVIUS, DRH de la SARA

Président National: Gérard MESTRALLET, Président du groupe GDF-SUEZ

Délégué National: Vincent BAHOLET

Directrice National: Anne GALLOT

Un portail internet au service du handicap



Depuis le 27 février dernier est né le premier portail internet antillais dédié au handicap. **Il s'agit pour l'association Madinina Access Services, et ses partenaires du secteur du handicap, de mettre "à la disposition des internautes, un moyen supplémentaire pour découvrir un peu plus le quotidien des personnes handicapées... et pourquoi pas, créer autour de cette plateforme un véritable lien social."**

Une manière efficace et moderne d'adapter notre regard aux réalités quotidiennes des personnes handicapées. <http://madinina-access.org>

CONSULTEZ NOTRE RUBRIQUE: APPELS A PROJETS REGULIEREMENT MISE A JOUR

<http://www.villecaraiibe.com/appels.html>

